

# RÉSEAU-DESC

## RAPPORT ANNUEL 2024

Construire un  
pouvoir collectif  
pour façonner nos  
avenirs



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Lettre du Conseil</b>	<b>3</b>
<b>Qui sommes nous ?</b>	<b>5</b>
<b>Commen travailles-nous ?</b>	<b>6</b>
<b>Notre structure</b>	<b>7</b>
<b>L'essentiel de notre Réunion Stratégique Mondiale de l'année 2024 :</b>	<b>8</b>
<b>Construire un pouvoir collectif pour façonnner nos avenirs</b>	<b>9</b>
<b>Avancées clés en 2024</b>	<b>12</b>
<b>Faire face à la dépossession</b>	<b>13</b>
<b>Confronter la violence et la répression</b>	<b>14</b>
<b>Justice climatique et environnementale</b>	<b>15</b>
<b>Accès à la justice</b>	<b>17</b>
<b>Justice économique</b>	<b>18</b>
<b>Féminisme et justice des genres</b>	<b>20</b>
<b>Placer au centre le savoir des communautés</b>	<b>21</b>
<b>Stopper l'emprise et l'impunité des entreprises</b>	<b>22</b>
<b>Un nouveau regard pour un futur juste</b>	<b>24</b>
<b>Information financière du réseau-DESC</b>	<b>25</b>
<b>Nos soutiens</b>	<b>26</b>

# LETTRE DU CONSEIL



Christiana Saiti Louwa  
World Forum of Fisher People (WFFP) | Kenya



Maha Abdallah  
Palestine



Ryan Schlieff (Chair)  
International Accountability Project (IAP) | US



Binota Moy Dhamai  
Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) | Thailand



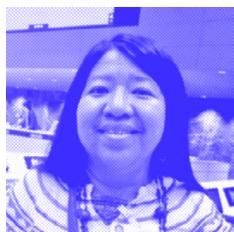
Debbie Stothard  
Alternative ASEAN Network on Burma  
(ALTSEAN-Burma) | Southeast Asia

Cette année a été marquée par la frustration publique et des bouleversements politiques face à la convergence de la crise de la dette, de la crise climatique et de la négligence organisée plutôt que du soin des personnes et de la planète. Des décennies de politiques néolibérales ont affaibli les protections sociales dans de nombreux contextes. Depuis 40 ans, le récit du capitalisme néolibéral, amplifié par les États-Unis et d'autres pays riches, a présenté le gouvernement comme le problème et le secteur privé comme la solution. Ce récit—renforcé par des think tanks et médias soutenus par les entreprises, ainsi que par de nombreux politiciens—a alimenté le sentiment anti-gouvernemental tout en protégeant les élites corporatives, en particulier les milliardaires de la tech, de tout examen critique. L'élection américaine a suscité l'inquiétude des membres quant à la capture sans entrave des institutions gouvernementales, ainsi que des médias, par les entreprises dans une poursuite incessante du profit. Pendant que nous travaillons sur ce rapport annuel, nous avons vu des milliardaires de la tech payer 1 million de dollars pour se tenir derrière le président des États-Unis lors de son investiture, puis nous avons été témoins du citoyen le plus riche du monde—qui a contribué à près de 300 millions de dollars à sa campagne—être en position pour démanteler des agences gouvernementales, tout en recevant des milliards en subventions, contrats et prêts publics. Dans un contexte de prolifération des conflits armés et de militarisme croissant, nous reconnaissons également que les impacts de la capture par les entreprises sont mondiaux. Les secteurs de l'armement et de la tech tirent directement profit de la guerre, de la surveillance et du maintien de l'ordre, tandis que les investissements corporatifs plus larges ont longtemps été protégés par le pouvoir militaire et policier.

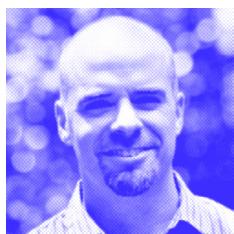
Les membres du réseau DESC (pour les Droits Économiques , Sociaux et Culturels) défient la capture des institutions inter/gouvernementales et le processus décisionnel démocratique par les entreprises depuis plus d'une décennie, les membres du mouvement identifiant cela comme l'une des cinq conditions mondiales auxquelles sont confrontées les communautés de toutes les régions dans notre Charte commune pour la lutte collective (2016 / mise à jour 2024). Face à cette attaque intensifiée menée par les entreprises contre les droits humains, soutenue par un militarisme et un maintien de l'ordre accrus, nous sommes convaincus de l'importance de notre mission dirigée par les membres : *« construire un mouvement mondial pour concrétiser les droits humains et la justice sociale pour toutes et tous »*. Nous savons que réaliser cette mission nécessite de placer au centre les revendications et les solutions communautaires menées par les mouvements sociaux, les membres autochtones et les féministes de la base dans notre plaidoyer et nos campagnes.



Irene Escorihuela Blasco (Secretary)  
Observatori DESC | Spain



Juana Toledo Pascual (Treasurer)  
Consejo de Pueblos Wuxhtaj | Guatemala



Chris Grove (ex officio)  
ESCR-Net Executive Director

Pour faire le point sur ce moment et définir notre orientation stratégique pour l'avenir, nous avons organisé une Réunion Stratégique Mondiale (RSM) : Construire un pouvoir collectif pour façonner nos avenirs, réunissant plus de 100 membres en Thaïlande (16-20 septembre 2024). Dans le cadre de notre processus annuel menant à la RSM, des dizaines d'autres ont participé à des consultations régionales et à des discussions globales sur l'état du domaine. Retardée par la COVID-19, la RSM a offert un espace essentiel pour renforcer la solidarité entre membres, approfondir l'analyse partagée de la polycrise actuelle et de ses causes profondes, et poser les bases pour un plaidoyer collectif, des campagnes et un travail narratif face aux défis politiques et financiers en évolution rapide auxquels sont confrontés les membres et le réseau DESC en tant que collectif. L'importance et les résultats de la GSM sont explorés plus en détail dans les pages suivantes, ainsi que les impacts de l'évolution du plaidoyer.

La RSM a également posé une base solide pour une transition au cours de l'année à venir. Après plus d'une décennie de leadership, Chris Grove a travaillé avec le conseil d'administration et le secrétariat pour planifier avec soin sa transition hors de son rôle de Directeur exécutif du réseau DESC d'ici la fin 2025. Chris a joué un rôle central dans la structuration du réseau DESC en tant que réseau dirigé par ses membres, marqué par un engagement profond à placer au centre les mouvements sociaux et les peuples autochtones, les approches féministes et intersectionnelles, ainsi que l'équilibre régional dans le leadership, en contrepoint des histoires de colonialisme et d'impérialisme. Il a donné la priorité à la création d'espaces permettant aux membres de renforcer la solidarité, l'analyse systémique et l'action collective pour transformer les structures économiques et politiques injustes. En septembre 2023, anticipant sa transition, Chris a travaillé avec le conseil et le secrétariat pour institutionnaliser un leadership partagé plus étendu au sein du secrétariat, en créant une équipe de coordination comprenant de nouveaux directeurs des campagnes, des communications et des programmes. Bien que ce soit un changement significatif dans un contexte de défis mondiaux profonds, nous sommes particulièrement encouragés par le leadership fort des membres au sein de nos groupes de travail et du Système de solidarité. En fin de compte, le réseau DESC, ce sont ses membres, construisant un pouvoir collectif pour façonner nos avenirs interdépendants.

# Qui sommes-nous ?



Le réseau DESC réunit plus de 300 membres – mouvements sociaux, groupes de peuples autochtones, organisations de défense des droits des femmes et des réseaux DESC, syndicats indépendants et défenseur-e-s des droits de l'Homme – dans 80 pays, travaillant ensemble « **pour construire un mouvement mondial afin de concrétiser les droits humains et la justice sociale pour toutes et tous** ».

Depuis plus de 20 ans, les membres ont relié leurs luttes diverses et construit un pouvoir collectif pour affronter les causes profondes des défis systémiques et, en fin de compte, promouvoir un changement transformateur. Au cœur de nos efforts collectifs se trouvent les expériences vécues, l'analyse et le leadership de celles et ceux les plus affecté-e-s par l'inégalité, l'appauvrissement, l'injustice et la destruction de l'environnement – en particulier les femmes et les filles dans toute leur diversité.

# Comment travaillons-nous ?



Réunion Stratégique Mondiale du réseau DESC — Chiang Mai, Thaïlande, septembre 2024

**Le réseau DESC, ce sont ses membres.** Notre modèle de travail dirigé par les membres repose sur trois principes fondamentaux :

- La centralité des mouvements sociaux incarnant la résistance des communautés affectées ;
- Une approche intersectionnelle mettant en avant l'analyse féministe ; et
- L'équilibre régional et de genre dans le leadership.

Ces principes guident les quatre piliers interconnectés au cœur de la **théorie du changement** du réseau DESC :

**Solidarité** = Mobiliser le pouvoir collectif du Réseau pour défendre les membres menacés via notre Système de solidarité, faire avancer les revendications plus larges des défenseur·e·s pour les droits humains et la justice environnementale, et contrer la répression ainsi que l'économie politique plus large de la violence.

**Apprentissage mutuel** = Partager stratégies et expériences à travers des échanges de dirigeantes de la base, la recherche-action participative féministe, des ateliers de contentieux stratégique et notre base de données jurisprudentielle, des formations à la protection et des webinaires multilingues.

**Analyse partagée** = Approfondir la compréhension commune des défis systémiques et construire des demandes inclusives pour des alternatives transformatrices, comme le reflètent notre Charte commune pour la lutte collective, notre pacte social sur le soin, et les bandes dessinées éducatives sur la capture par les entreprises.

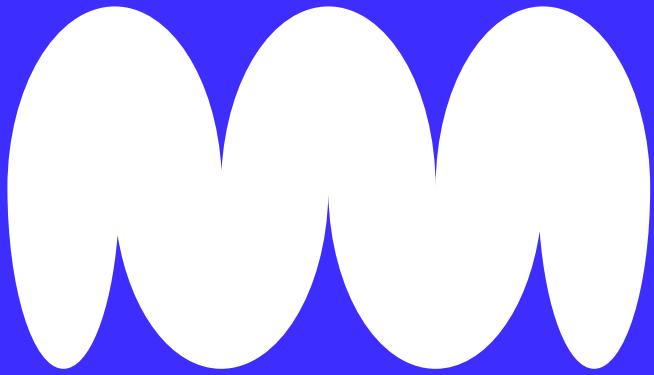
**Action collective** = Centrer le savoir et les revendications des communautés en résistance pour faire progresser la justice climatique, la justice en matière de dette et de genre ; la responsabilité des entreprises via une régulation et des réparations effectives ; et des affaires judiciaires établissant des précédents, y compris pour les droits fonciers et territoriaux.

# Notre Structure

Notre conseil d'administration de sept membres est élu tous les trois ans par et parmi les membres, sur la base de nos principes fondamentaux. Les groupes de travail du réseau DESC, principal moyen par lequel les membres coordonnent leurs efforts collectifs, comprennent actuellement :

- **Responsabilité des entreprises**
- **Politique économique**
- **Environnement et DESC**
- **Suivi des DESC / Pôle de recherche dirigé par les communautés**
- **Mouvements sociaux et groupes de base**
- **Contentieux stratégique**
- **Femmes et DESC**

De plus en plus, les projets réunissent ces groupes de travail pour aborder des crises interconnectées, telles que la dette, le climat et le soin. Le Pôle de recherche dirigé par les communautés, récemment créé, facilitera la recherche participative et dirigée par les communautés à l'échelle du réseau, guidé par un groupe consultatif élargi de membres. Le Système de solidarité (SOS) du Réseau-DESC tire parti de la force de ses membres pour répondre aux menaces urgentes auxquelles sont confrontés d'autres membres, leurs communautés et leurs proches alliés, en relayant leurs revendications plus larges en matière de droits humains et en œuvrant de manière proactive pour renforcer leur sécurité globale et faciliter une plus grande solidarité entre les membres.



L'ESSENTIEL DE  
NOTRE RÉUNION  
STRATÉGIQUE  
MONDIALE  
DE L'ANNÉE 2024

# Construire un pouvoir collectif pour façonner nos avenir



Réunion Stratégique Mondiale du réseau DESC — Chiang Mai, Thaïlande, septembre 2024

## Chiang Mai, Thailand | Septembre 16–20, 2024

Du 16 au 20 septembre 2024, plus de 100 membres du réseau DESC — représentant des mouvements sociaux, des peuples autochtones, des organisations féministes et de défense des DESC, ainsi que des syndicats indépendants — se sont réunis à Chiang Mai, en Thaïlande, pour notre Réunion Stratégique Mondiale (RSM), sous le thème « *Construire un pouvoir collectif pour façonner nos avenir* ». Des aînés autochtones ont accueilli les participant·e·s, et les membres ont honoré la mémoire de celles et ceux qui ont donné leur vie pour la lutte pour la dignité et la justice.

Reportée en raison de la pandémie de COVID-19, la RSM a été un moment essentiel pour que les membres approfondissent la solidarité entre leurs luttes et tracent un chemin commun pour faire face aux crises mondiales interconnectées — effondrement climatique, dette et injustice liée au soin, et capture par les entreprises. Les membres ont également organisé des actions de solidarité, un marché de solidarité et une session d'éducation politique sur la Palestine et l'Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice (CIJ).

L'avenir nous appartient. »

**Gam Shimray**, Asia Indigenous Peoples Pact, Regional

Être ensemble et entendre parler des luttes des autres en personne a été très puissant. Bien que nous soyons dispersés dans le monde entier, nos luttes ont beaucoup en commun, et nous sommes plus forts ensemble. »

**Retour d'expérience anonyme sur la Réunion Stratégique Mondiale**



Reunión Global de Estrategia de la Red-DESC / Chiang Mai, Tailandia, septiembre de 2024

## Vivre nos principes fondamentaux

Une pré-journée dédiée aux mouvements sociaux et un *encuentro feminista* la matinée précédant notre ouverture officielle ont ancré la RSM dans nos principes fondamentaux. Plus de 30 mouvements, syndicats indépendants et organisations de peuples autochtones se sont réunis pour la pré-journée, mettant en avant l'éducation politique, la construction de récits de base et l'organisation intersectionnelle comme piliers de la résistance collective. Les membres ont souligné que les élites maintiennent le contrôle par la division ; ainsi, notre pouvoir réside dans la connexion et la solidarité.

Plus de 50 membres ont participé au *encuentro feminista*, qui a offert un espace aux dirigeantes pour souligner que démanteler le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme nécessite des stratégies intégrées qui remettent en cause l'exploitation et la violence sous toutes leurs formes. Le rassemblement a posé les bases pour approfondir l'éducation politique féministe et faire progresser le plaidoyer mondial ancré dans le soin collectif.

## Tracer notre orientation stratégique collective

En réfléchissant à notre histoire de 20 ans, les membres ont réaffirmé la Charte commune pour la lutte collective, soulignant son importance continue ainsi que l'évolution du contexte mondial au cours des dernières années.

Cela a servi de base pour définir des « étoiles de repère » ou des objectifs partagés pour les cinq prochaines années :

Ceux qui sont au sommet maintiennent le contrôle en nous divisant. Plus nous nous rassemblons et renforçons nos liens, plus cela devient essentiel pour construire un monde où les gens peuvent s'épanouir. »

**Charon Hribar**, Kairos Center, États-Unis

Le mouvement féministe ne fonctionne pas en isolation. Nous avons besoin de ces espaces mondiaux pour imaginer et lutter pour des futurs féministes. »

**Misun Woo**, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), Thaïlande

Malgré notre diversité, nous trouvons un terrain d'entente. Ces étoiles de repères reflètent notre union dans la lutte pour le bien-vivre et l'autodétermination. »

**Francisco Rocael Mateos**, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala

- Construire des économies justes, féministes et équitables, centrées sur le soin des personnes et de la planète ;
- Annuler les dettes injustes et illégitimes et garantir le droit au défaut de paiement ;
- Transformer l'architecture financière mondiale pour centrer la participation et l'autodétermination des communautés affectées ;
- Reconnaître le soin comme un travail décent et digne et assurer le droit au soin ;
- Mettre fin à la capture des décisions par les entreprises et renforcer la responsabilité, y compris les réparations pour les préjudices ; et
- Promouvoir des solutions climatiques dirigées par les communautés en première ligne, fondées sur le soin des territoires et le respect des droits des personnes et de la nature.

## De la vision à l'action

Les membres ont également exploré les stratégies les plus efficaces pour progresser vers ces « étoiles de repère », en s'engageant à :

- Renforcer la solidarité entre membres pour construire des mouvements inclusifs et connectés, privilégiant le collectivisme sur l'individualisme ;
- Favoriser l'accès à la justice par des stratégies juridiques alignées sur les mouvements et visant le changement structurel ;
- Construire des récits à partir des savoirs des communautés en utilisant la recherche dirigée par les communautés et des communications stratégiques ;
- Étendre l'éducation politique populaire à tous les domaines de travail, en approfondissant la compréhension des injustices systémiques à travers une analyse féministe, anti-impérialiste et politico-économique ;
- Utiliser ces stratégies pour créer des campagnes mondiales cohérentes et impactantes, alignées sur notre vision collective et amplifiant les efforts dirigés par les membres à tous les niveaux.

## Au-delà de la Réunion Stratégique Mondiale (RSM)

La réunion a été l'aboutissement d'un processus d'un an de consultations en ligne et en présentiel, y compris une rencontre du Groupe de travail sur les mouvements sociaux au Brésil. Suite à la RSM, les groupes de travail et le conseil ont consolidé une trajectoire partagée pour 2025-2029, désormais formalisée dans notre Plan de développement stratégique et institutionnel.



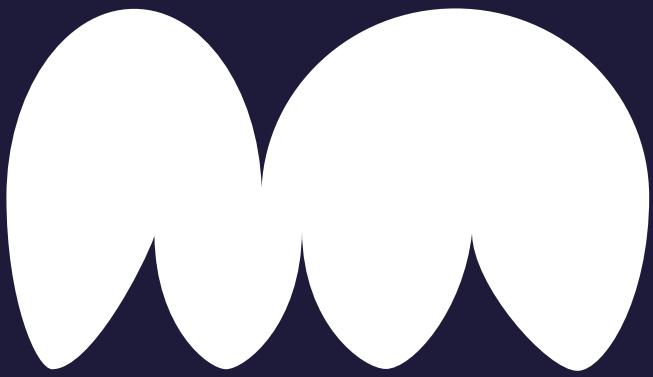
Nous devons repenser nos stratégies. Les défis ont grandi, et nos méthodologies doivent en faire autant. »

**Legborsi Saro Pyagbara**, African Indigenous Foundation for Energy and Sustainable Development, Nigeria



Ce fut une expérience véritablement enrichissante d'entendre les histoires de camarades du monde entier et de définir ensemble les objectifs du réseau pour les cinq prochaines années. »

**Sofía Vázquez Laureano**, Colectiva Feminista en Construcción, Porto Rico



**LES  
AVANCÉES  
CLÉS EN 2024**

# Faire face à la dépossession



Au Brésil, cette rencontre a réuni 40 dirigeant·e·s représentant plus de 25 mouvements sociaux de toute l'Amérique latine.America. Photo : Justiça Nos Trilhos / Mikael Carvalho

## Solidarité mondiale en action : les mouvements sociaux s'unissent au Brésil

En janvier, 40 dirigeant·e·s représentant plus de 25 mouvements à travers l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et l'Asie ont participé à une rencontre d'une semaine à São Luis, au Brésil. Co-organisée avec les membres Justiça Nos Trilhos, une organisation clé dans la lutte contre le développement extractiviste (ou d'exploitation des ressources) dans le Maranhão, les membres des mouvements ont partagé les enseignements de leurs luttes, approfondi la solidarité et consolidé un agenda commun. Les discussions ont porté sur le droit à l'autodétermination, la montée des politiques d'extrême droite affectant de manière disproportionnée les femmes, et le soin — sa centralité pour nos mouvements et les alternatives existantes aux modèles néolibéraux.

Un moment central a été la visite de solidarité à la communauté quilombola de Santa Rosa dos Pretos, une communauté afro-brésilienne qui lutte pour défendre ses terres ancestrales. Via le Système de solidarité du réseau DESC, les membres ont ensuite rédigé une lettre collective adressée à plusieurs ministères brésiliens dénonçant les menaces et violations liées aux terres, ainsi que réclamant une audience publique pour amplifier les préoccupations de la communauté (avril 2024). La lettre, endossée par une cinquantaine d'organisations membres et plusieurs mouvements alliés, a poussé le gouvernement à répondre en proposant certaines mesures de protection pour les dirigeant·e·s menacé·e·s et à rencontrer les membres de la communauté.

« Pour les peuples autochtones, la défense des terres et du territoire est aussi une forme de soin collectif. Notre résistance est une forme de soin. »

Beverly Longid, AIPP

« Nous devons avoir la force de l'unité... Nous devons internationaliser cela afin qu'à l'étranger ils puissent entendre la lutte de Santa Rosa dos Pretos. »

Daniel Santi Gualinga, Pueblo Originario Kichwa de Sarayaku, Équateur

# Confronter la violence et la répression



En août 2024, des représentant·e·s de la Due Process of Law Foundation (DPLF), d'EarthRights International et du Conseil des peuples mayas — tous membres du réseau DESC — se sont rendus au Honduras pour soutenir le COPINH dans le cadre de nos visites de solidarité. Photo : COPINH

## Coalición internacional contribuye a la justicia para Berta Cáceres en Honduras

Le réseau-DESC a travaillé avec le Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH) pour coordonner une petite délégation de membres qui a remis une lettre collective à la Cour suprême du Honduras afin de dénoncer les retards persistants dans le processus judiciaire et d'exiger que toutes les personnes responsables soient traduites en justice, y compris les auteurs intellectuels du meurtre de Berta (août 2024).

La délégation — EarthRights International, Due Process of Law Foundation et Consejo del Pueblo Maya — a tenu une conférence de presse et organisé un forum public pour sensibiliser à l'affaire et à ses implications plus larges pour les droits des peuples autochtones et la lutte contre l'impunité dans la région. Ces efforts ont abouti à une décision historique, la cour hondurienne confirmant les peines de sept des huit personnes reconnues coupables de son assassinat (novembre 2024).

C'était beau de voir la solidarité du réseau DESC. Pouvoir participer et poser cette action pour montrer que nous les soutenons, qu'ils ne sont pas seuls, a été puissant... Ce soutien est ce dont ils ont besoin. Nous savons qu'il y a de la corruption dans nos pays, mais c'est encourageant de voir qu'il y a des personnes qui se battent et disent que nous pouvons la surmonter. Il y a de la corruption, mais nous pouvons continuer d'avancer, tout comme nos camarades du COPINH qui poursuivent leur lutte, et comme Berta Cáceres. »

**Apolonia Isabela Agustín Ramírez**, Consejo del Pueblo Maya, Guatemala

## La force du nombre : se dresser avec les membres face à la violence

Grâce au Système De Solidarité (en anglais « SOS », pour « System Of Solidarity »), les membres se sont également mobilisés pour défendre des communautés menacées en Colombie, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Kenya, au Liberia, au Mexique, au Népal, en Palestine, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Les actions de solidarité urgentes comprenaient des lettres conjointes amplifiant les demandes en matière de droits humains, le soutien à l'accès aux subventions de protection et aux programmes de relocalisation, des délégations de solidarité, ainsi que des efforts pour accroître la visibilité dans les espaces de plaidoyer mondial et sur les réseaux sociaux.

## Climat & Justice environnementale



Membres et partenaires du réseau DESC à la Conférence sur le climat de Bonn, juin 2024

## De Bonn à l'Azerbaïjan: confronter l'emprise et la responsabilité des entreprises et les actions à mener

Sous la direction du Groupe de travail Environnement et DESC (en anglais, « ESCER WG », pour Economic, Social and Cultural Environment Right Working Group), les membres ont poursuivi la promotion d'une approche des solutions climatiques fondée



... Nous nous sentons toujours victorieux car les femmes, les peuples autochtones, les agriculteurs et les travailleur-euse-s tiennent la ligne. La lutte dépasse largement la COP, et la COP ne se battrà pas pour nous. Construisons des mouvements plus larges et revendiquons le pouvoir pour de véritables solutions et un vrai changement de système. Que les pollueurs paient. La justice climatique est à nous. »

**Virginia Talens**, Kalikasan Peoples' Network / Asia Pacific Forum for Women, Law and Development, Philippines

sur les droits humains et dirigée par les populations, ancrée dans l'équité et la justice au sein des pays et entre eux. Lors de la soixantième session des **Organes subsidiaires (SB60) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)** à Bonn (juin 2024), les membres ont mis en lumière les obligations des États concernant les pertes et dommages, dénoncé les fausses solutions orientées par le marché et exigé réparation et compensations pour les dommages climatiques transfrontaliers.

Lors de la **vingt-neuvième session de la Conférence des Parties (COP29)** à Bakou (novembre 2024), plus de vingt membres ont appelé à des solutions dirigées par les femmes et les peuples autochtones, à des récits climatiques décolonisés, à un financement climatique adapté aux besoins, à la protection des défenseur-e-s de l'environnement, ainsi qu'à une transition juste et équitable. Bien que les résultats officiels aient révélé un manque d'ambition et de justice attribuable à la domination des intérêts du Nord global et à la cooptation par les entreprises, les membres sont restés fermes dans leur appel à la justice climatique.

## **Engagement avec les Rapporteur-e-s spéciaux de l'ONU pour amplifier l'analyse et les demandes collectives**

Un groupe interrégional a soumis des recommandations au **Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au développement** afin d'informer son rapport thématique sur les pertes et dommages et la justice climatique. Prouvant l'efficacité de leur intervention, les membres ont constaté que le rapport amplifiait les demandes collectives visant à tenir les pollueurs responsables, protéger les défenseur-e-s, promouvoir la souveraineté alimentaire et garantir un financement climatique basé sur des subventions pour les communautés en première ligne (juillet 2024). Les membres ont également présenté une analyse partagée dirigée par les mouvements lors d'une consultation avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à un environnement propre, sain et durable (août 2024), aboutissant au brief de plaidoyer « *Le droit à un environnement propre, sain et durable : une voie pour répondre à la crise climatique* ».

# Accès à la justice



Les dirigeant-e-s Ogiek et Endorois, accompagné-e-s de représentant-e-s communautaires, ont appelé le Procureur général du Kenya à garantir la restitution et la compensation des terres ancestrales. Nairobi, 6 février 2024. Photo : ESCR-Hakijamii



Le courage de nos communautés dans les rues de Nairobi a attiré l'attention du gouvernement et des médias. »

**Daniel Kobei**, Ogiek Peoples' Development Programme, Kenya

## Action collective pour transformer les victoires juridiques en justice vécue

Au Kenya, les membres des communautés Endorois et Ogiek ont mené une action pour la mise en œuvre des décisions favorables concernant le retour de leurs terres ancestrales et les réparations émises respectivement par la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples et la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Dans une puissante action collective, plus de 50 membres ont remis des lettres au Procureur général dénonçant le non-respect par l'État, attirant l'attention des médias nationaux et internationaux (février 2024).

## Victoire juridique pour l'action climatique, le droit à un environnement sain et la terre

Las personas miembro celebraron decisiones judiciales históricas en casos en los que la Red-DESC presentó intervenciones colectivas como *amicus curiae*:

- **Cour européenne des droits de l'Homme** Dans *KlimaSeniorinnen contre Suisse* (avril 2024), la Cour a reconnu les dommages liés au changement climatique, soulignant la responsabilité intergénérationnelle, et a tenu la Suisse responsable de son action insuffisante (avril 2024).

“

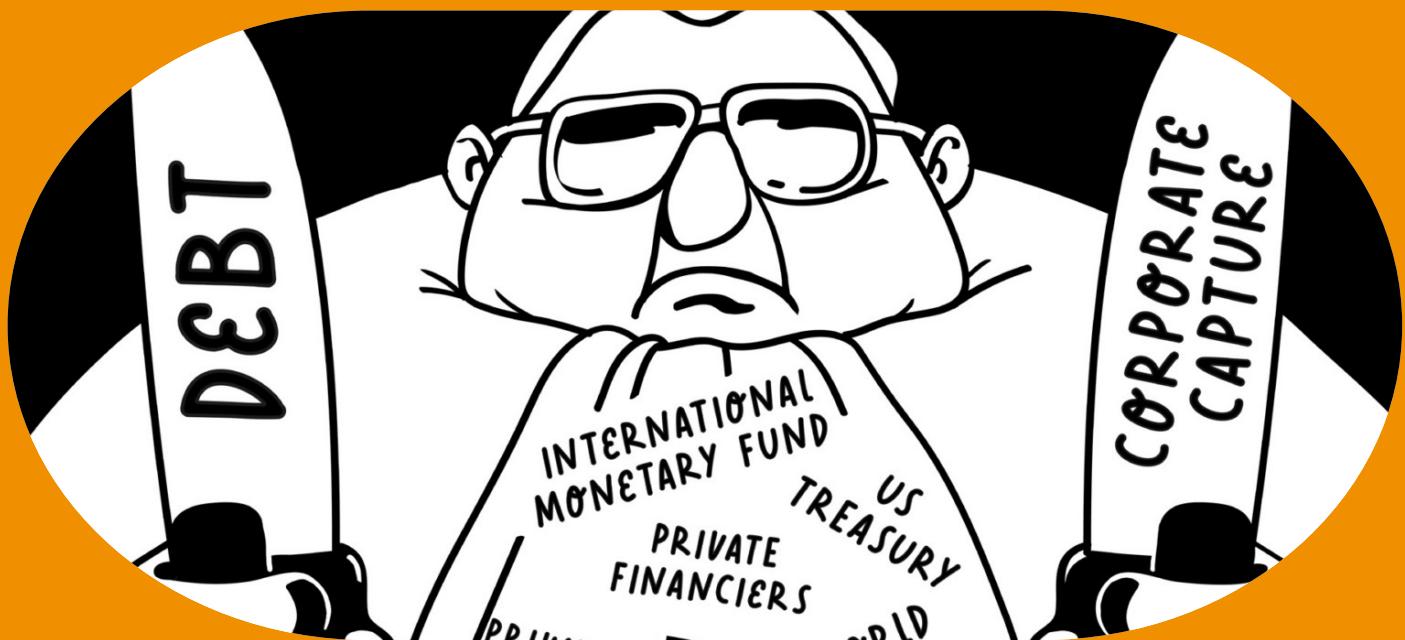
La décision de l'affaire suisse renforce les voies juridiques pour atteindre la justice climatique via la CEDH. Il est extrêmement significatif que la CEDH ait reconnu le préjudice causé aux requérant-e-s par le changement climatique et que le gouvernement suisse faisait trop peu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les protéger adéquatement. »

Mandi Mudarikwa, Amnesty International,  
Kenya / Global

- **Cour interaméricaine des droits de l'Homme** Dans *La Oroya c. Pérou* (avril 2024), la Cour a statué que la pollution urbaine violait les droits à la vie, à la santé et à un environnement sain ; elle a reconnu explicitement les impacts disproportionnés sur les femmes, les enfants et les personnes âgées, et ordonné des compensations ainsi que la possibilité de relocalisation pour les résident-e-s affecté-e-s.

- **Cour constitutionnelle de l'Équateur** A affirmé les droits fonciers d'une communauté paysanne face à de puissants intérêts économiques, protégeant 96 familles contre l'expulsion (décembre 2024).

## Justice économique



Couverture de la bande dessinée *The Power of the 99% to Stop Corporate Capture and Debt*, un outil d'éducation politique créé par les membres du réseau DESC.  
Illustration : Lucio Zago.

### Faire face à la dette comme outil de dépossession

Sous la direction du Groupe de travail Politique économique (EPWG), les membres ont abordé les intersections entre dette, climat et soin à travers le plaidoyer, la recherche et la construction de campagnes. Développé en collaboration avec la Human Rights Clinic de l'Université d'Essex, le rapport *A Human Rights-Based Approach to Debt and Climate Justice* a été lancé par les membres et a ensuite alimenté le plaidoyer lors des réunions de printemps du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (avril 2024). En obtenant un espace croissant pour la participation de la société civile au Finance in Common Summit (Sommet pour une Finance Collective), les membres ont pu changer les termes du débat, les banques publiques de développement s'engageant à adopter une approche fondée sur les droits humains. Lorsque des citoyen-ne-s de Nairobi protestant contre l'austérité imposée par le FMI et la fiscalité régressive ont été confronté-e-s à la répression gouvernementale, les membres ont répondu par une déclaration de solidarité et une lettre de demande adressée au Conseil d'administration du FMI (juillet/août 2024). Endossée par plus de 70 membres, la lettre a contribué à pousser le gouvernement à retirer le projet de loi financière proposé.

## Remettre en cause les systèmes fiscaux coloniaux

Les membres ont également joué un rôle de leadership en appelant à une Convention-cadre des Nations-Unies sur la coopération fiscale internationale, avec le potentiel d'offrir une alternative décoloniale, féministe et alignée sur les droits de l'Homme à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans le cadre d'une coalition internationale, plus de 20 membres ont endossé une lettre adressée à l'OCDE dénonçant ses manquements et soutenant ce processus piloté par l'ONU. Les membres se réjouissent que le projet de mandat de la Convention fiscale de l'ONU mette en avant une approche fondée sur les droits de l'Homme.

## Campagne pour affronter la polycrise

Un groupe interrégional de plus de 15 membres — mouvements sociaux, peuples autochtones, syndicat de travailleuses domestiques, organisations féministes et groupes climatiques — a formé un comité ad hoc pour concevoir une campagne visant à s'attaquer à la polycrise dette-soin-climat. Notre stratégie de campagne combinera éducation populaire, communications stratégiques, contentieux, plaidoyer et actions directes.



Ensemble, nous pouvons concevoir une campagne qui croise les trois enjeux de la dette, du soin et du climat, qui, nous le savons, trouvent leur racine dans le même système qui a engendré ces problèmes, et donc notre campagne doit avoir une analyse holistique définissant stratégies et tactiques, et elle peut se déployer à différents niveaux : national, régional ou mondial. »

**Mae Buenaventura**, Asian Peoples' Movement on Debt and Development, régionale

# Feminisme et justice de genre



Membres du réseau DESC participant à la 68<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme (CSW68), tenue à New York du 11 au 22 mars 2024.

## Faire progresser le pacte social sur le soin

Les membres du Groupe de travail pour les femmes au sein du réseau DESC (« WESCR WG » en anglais, pour « Women from the Economic, Social, Cultural and Rights Working Group) ont dirigé les efforts pour promouvoir des alternatives féministes ancrées dans le Pacte social sur le soin et les réalités vécues par les femmes dans toute leur diversité.

Lors de la soixante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (CSW68), centrée sur le financement du genre, les membres ont lié les questions de soin, de justice climatique et de dette dans des panels sur les approches féministes de la réforme macroéconomique et de la reconstruction de l'organisation sociale du soin (mars 2024). L'initiative Feminists for a Binding Treaty a également animé une discussion sur la manière dont les pratiques des entreprises nuisent de manière disproportionnée aux femmes et aux personnes de genres divers, avec une membre argentine présentant une étude de cas issue de son contexte national.

Les membres du WESCR WG ont utilisé le Forum international de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (« AWID » en anglais signifie « Association for Women's Right in Development ») pour renforcer les alliances et la construction de mouvements (décembre 2024). Des dirigeantes de la base ont partagé des stratégies pour défendre le soin comme droit humain, résister à la cooptation des espaces féministes par les entreprises et faire progresser la justice climatique féministe.

La CSW est une occasion pour nous de réfléchir collectivement à la stratégie, c'est l'une des fonctions les plus importantes : pouvoir penser ensemble à la stratégie, au plaidoyer et aux revendications afin d'être aligné-e-s. »

**Farah Galal, MENAFem, Maroc**

# Placer au centre le savoir des communautés



Participants du dernier projet CLR sur les pertes et dommages lors de leurs parcours de recherche. Les organisations de cette cohorte incluaient Chimanmani Land and Environment Defenders (Zimbabwe)

## Faire progresser la recherche dirigée par les communautés sur les pertes et dommages

L'Initiative de recherche dirigée par les communautés (CLR) a soutenu six mouvements sociaux et groupes autochtones en première ligne des luttes climatiques pour documenter les pertes et dommages liés au climat à travers des entretiens, des cartographies et des récits créatifs. Les participant·e·s et leurs résultats ont alimenté à la fois le plaidoyer et les campagnes locales et mondiales pour l'annulation de la dette, les réparations et un financement climatique juste.

## Utiliser les résultats de la recherche pour obtenir un impact positif

Red Chimpum Warmi, collectif de femmes autochtones en Bolivie ayant participé au premier projet CLR, a utilisé ses recherches pour démontrer les droits collectifs sur les terres. Cette documentation a été déterminante pour obtenir une décision de justice visant à suspendre l'exploration minière afin de mener des consultations appropriées avec la communauté (janvier 2024).

“ Cela a été une étape historique dans le mouvement d'émancipation des peuples autochtones. Le territoire est renforcé et conscient dans sa défense... La résistance continue, la lutte se poursuit. Les femmes, les jeunes et les enfants sont devenus des acteurs décisifs dans la lutte pour la défense du territoire. Les jeunes et les femmes ont été des acteurs clés impliqués dans la recherche ; cela a été extrêmement important. »

Betty Vilca Mitma, Red Chimpum Warmi, Bolivie

# Stopper l'emprise et l'impunité des entreprises



Membres du réseau DESC et organisations de la société civile lors d'une réunion stratégique de la Treaty Alliance avant l'IGWG (Groupe de travail intergouvernemental à composition ouverte)

## Se battre en faveur d'un traité contraignant sur les entreprises et pour les droits de l'Homme

À l'issue de la dixième session du groupe de travail intergouvernemental à composition ouverte (« IGWG », de l'anglais « Open-ended Intergovernmental Working Group ») mandaté pour rédiger un traité sur les entreprises et les droits de l'Homme, les membres du Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises (en anglais «CAWG », pour Corporate Accountability Working Group) ont ressenti un optimisme renouvelé quant à la possibilité d'adopter un traité solide (décembre 2024). Une délégation interrégionale comprenant plusieurs mouvements a plaidé pour des positions collectives clés, telles que définies dans notre brief *Red Lines*. Les membres ont pu aborder les préoccupations concernant la capture du processus et mettre au centre les voix des communautés résistantes lors d'un événement parallèle fort, auquel ont assisté plusieurs représentants d'États. Les membres ont également salué l'engagement constructif avec le groupe d'experts juridiques sélectionné en juillet 2024 pour assister aux consultations thématiques intersessions.

Cette 10<sup>e</sup> négociation du traité sur les droits humains et les entreprises a pris un tournant important. Il y a de l'espoir et des voies à suivre... Nous devons continuer à nous battre pour les droits des êtres humains et de la Terre Mère. Nous devons mettre fin à la capture par les entreprises, un système meurtrier qui détruit la vie humaine, les arbres, les animaux et l'eau sur la Terre Mère. Les États et la société civile du monde entier doivent rester fermes jusqu'à ce que ce traité soit approuvé pour mettre fin à l'impunité des entreprises. »

**Juana Toledo**, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala

## **Des futurs à risque : exposer l'influence des entreprises au Nations-Unies**

Les membres ont agi pour empêcher la capture du Sommet de l'ONU pour l'avenir par le « multistakeholderisme », soit une approche multipartite. Lors d'une Conférence de la société civile de l'ONU au Kenya (mai 2024) — présentée comme un espace pour former des coalitions « SMART » impliquant le secteur privé et axées sur la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir — les membres ont dénoncé les impacts de l'influence des entreprises à travers des cartes postales audacieuses intitulées « *Is This SMART?* ». Celles-ci ont été largement distribuées et utilisées par les membres et leurs alliés lors de la conférence.

S'appuyant sur les efforts collectifs menés dans le cadre du Groupe de travail des peuples sur l'approche multipartite (en anglais « PWGM » pour People's Working Group on Multistakeholderism) et en collaboration avec plusieurs membres et alliés, le réseau DESC a coorganisé le **Rassemblement des mouvements sociaux et des organisations**, tenu en parallèle du Sommet en septembre 2024. Le Rassemblement a appelé à des mesures concrètes en faveur d'un système multilatéral dirigé par les peuples et fondé sur les droits de l'Homme.



Nouvelle identité visuelle du réseau DESC /Images: Le Apéritif

# Un nouveau regard pour un futur juste

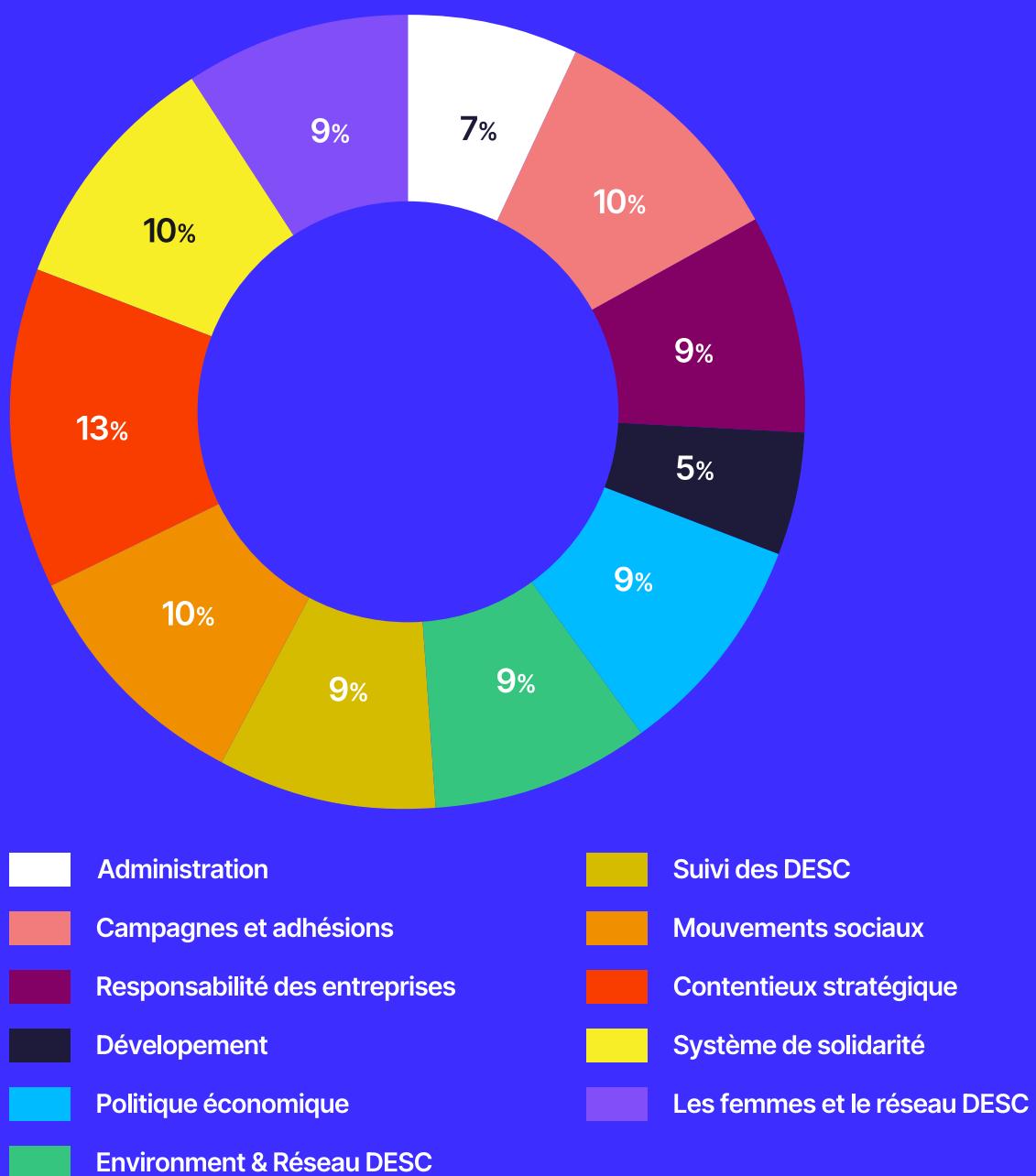
En 2024, le réseau DESC a lancé une nouvelle identité narrative et visuelle, ancrée dans les réalités vécues par les membres et leurs visions du changement. Cette refonte s'inscrit dans une stratégie plus large visant à reprendre le pouvoir narratif et à amplifier les alternatives dirigées par les mouvements face à l'injustice systémique.

Dévoilé en septembre, le logo — inspiré des projections cartographiques — symbolise les luttes interconnectées et un monde au-delà des frontières imposées. Un site web multilingue repensé offre désormais des moyens plus accessibles et interactifs de s'engager dans le travail du réseau.

Un nouveau Groupe consultatif en communication dirigé par les membres aide à orienter ce changement narratif, en construisant des infrastructures pour imaginer et articuler des futurs transformateurs.

# Information financière du réseau-DESC

Année fiscale 2024



Revenu total : 2.051.300 us\$ / Dépenses totales : 2.496.121 us\$

# Nos soutiens

En se mobilisant à travers des actions de solidarité, en participant à l'apprentissage mutuel, en approfondissant l'analyse partagée et les revendications communes, et enfin en faisant progresser l'action collective, les membres du réseau-DESC ont réalisé des avancées importantes vers une réalité de droits humains et de justice sociale pour toutes et tous. Le réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré un temps et des efforts immenses au travail collectif en 2023, ainsi que celles et ceux qui ont partagé des ressources financières pour soutenir le travail du réseau DESC, notamment :



Le réseau DESC – Réseau international pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels – est un réseau dirigé par ses membres, réunissant 300 mouvements sociaux, organisations de défense des droits humains et militant-e-s dans 80 pays, collaborant pour le monde dont nous avons besoin : un monde où le soin des personnes et de la planète, la solidarité et l'égalité guident les décisions et façonnent les structures pour garantir les droits de l'Homme.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux : @ESCR-Net



Suscríbase a nuestro boletín de noticias: <https://escr-net.ink/newsletter>

